

La sociologie de l'éducation et les recompositions de l'État à l'heure de la globalisation et de la construction européenne

Colloque international

Organisé par l'Institut national de recherche pédagogique
lundi 22 et mardi 23 novembre 2010 à Lyon

Ce colloque s'inscrit dans la continuité des événements internationaux organisés dans le cadre du programme ANR "Les politiques de la mesure dans une société de la connaissance", en partenariat avec l'ENS Lettres et sciences humaines. Un premier colloque a interrogé les recompositions des formes de l'État et des formes de justice générées par la crise du projet de démocratisation de l'école. Il a été établi que le passage d'une conception de l'égalité des chances à l'équité interrogeait non seulement le modèle français d'État-providence et ses instruments d'évaluation, mais aussi qu'il invitait à situer ces évolutions dans un cadre élargi prenant en compte la mondialisation des systèmes éducatifs et la construction européenne. L'ouverture à des pays anglo-saxons, dans le cadre d'un deuxième colloque, a permis la comparaison de réformes et de politiques éducatives centrées sur l'obligation de résultats, et de caractériser un espace des possibles pour le modèle français dans son projet de modernisation de l'école. Poursuivant ce questionnement, ce troisième colloque vise à éclairer plus précisément les transformations de l'État éducateur à l'heure de la mondialisation et de la construction européenne, tout en caractérisant les déplacements qui s'imposent à la sociologie de l'éducation pour prendre en compte ses transformations.

En ouvrant la "boîte noire" de l'école (Derouet, 1992), la sociologie de l'éducation est devenue légitime comme science de gouvernement et comme expertise capables d'aider à la prise de décision dans l'orientation des politiques d'éducation pour des domaines aussi variés que la décentralisation, le fonctionnement des établissements scolaires, l'orientation, l'évaluation, le curriculum, l'échec scolaire, le travail des enseignants, les compétences de l'encadrement, la socialisation des élèves (Derouet, 2003 ; Van Zanten, 2000). Elle a contribué à forger de nouveaux instruments de mesure des inégalités, en remplaçant les grandes enquêtes statistiques par des études plus ciblées sur les facteurs explicatifs de la réussite scolaire (Duru-Bellat, 2002 ; Millet & Thin, 2005 ; Ben-Ayed, 2009).

En se distanciant d'une position critique rattachée à des problématiques macrosociales, cette nouvelle sociologie s'est centrée sur le local et le jeu des acteurs dans des interactions, des mobilisations, des régulations intermédiaires à l'échelle de la classe, de l'établissement scolaire, et des territoires. Malgré cette approche heuristique, la sociologie de l'éducation française est demeurée jusqu'ici imperméable aux changements d'échelle imposés par la globalisation et la construction européenne de l'éducation et de la recherche (Lauder et alii, 2006 ; Lawn & Novoa, 2005 ; Bruno, 2008). Alors qu'aujourd'hui les sociologues français alimentent le débat public sur la pertinence des comparaisons internationales ou sur les enjeux d'une démocratisation des élites, ils sont encore marqués par la tradition durkheimienne et l'héritage de Pierre Bourdieu, qu'ils en louent les vertus ou qu'ils en dénoncent les présupposés (Lahire, 1999 ; Baudelot & Establet, 2009 ; Dutercq, 2008). Sans se réduire à une sociologie d'État, la sociologie de l'éducation française semble relativement prisonnière d'un prisme national, dans la confection de ses outils théoriques et le développement de ses modes de pensée (Poupeau, 2003 ; Meuret, 2007 ; Dubet, 2002).



**Éducation
Politiques**



UNIVERSITÉ DE LYON

19, allée de Fontenay
BP 17424
F-69347 Lyon cedex 07

Tél. +33 (0)4 72 76 61 00
Fax +33 (0)4 72 76 61 10
www.inrp.fr
N° Siren 180 043 044

L'objet du colloque est d'interroger ce positionnement théorique et méthodologique, en tenant compte de changements ayant affecté les systèmes éducatifs et les politiques d'éducation à l'échelle internationale depuis une quinzaine d'années. C'est aussi l'occasion de dresser un bilan de vingt années de travaux en les situant dans un espace de comparaison avec des grilles d'analyse forgées dans d'autres espaces nationaux. L'événement met en perspective les rapports de la théorie sociologique à l'État, à ses transformations les plus récentes en termes de justice et de savoirs de gouvernement dans l'éducation ou dans d'autres domaines de l'action publique (Derouet & Derouet-Besson, 2009 ; Bezès, 2009 ; Pierru, 2007). Il s'intéresse à l'apport des sociologues de l'éducation dans la compréhension et le renouvellement des problématiques de la critique sociale (Boltanski, 2009). Le questionnement s'étend à la place de la sociologie de l'éducation parmi d'autres savoirs académiques produits par l'Université ou d'autres institutions (*think tanks*), sa mise en concurrence avec d'autres formes d'expertise, son degré de légitimité dans les sphères de décision politique à l'échelle nationale et internationale (Callon & alii, 2001 ; Dumoulin & alii, 2005 ; Ihl, 2006 ; Robert, 2008 ; Georgakakis & Lasalle 2007).

Le colloque s'intéresse aux méthodologies et aux travaux comparatistes relativisant certaines trajectoires nationales ou en précisant la singularité (Dale, 1999 ; Maroy, 2006 ; Ball, 2008). Il cherche moins à éclairer les caractéristiques des traditions nationales que les moments d'emprunts mutuels, de circulation des savoirs et des instruments d'un espace à un autre (Phillips, Ocks, 2003, 2004). De nouvelles approches dans la confection des données, leur comparabilité et leur totalisation sont confrontées aux modèles normatifs proposés par les grandes organisations internationales (Osborn & alii, 2003). Le colloque fournit aussi l'occasion d'un dialogue entre la sociologie de l'éducation et les sciences politiques travaillant sur des questions similaires.

La dynamique du colloque repose sur trois problématiques transversales

Les effets de la globalisation sur les cadres d'analyse existants, leur re-problématisation et leur dépassement sont analysés, des changements majeurs affectant les systèmes éducatifs nationaux ; la construction de réseaux de chercheurs, d'experts et de décideurs politiques à l'échelle internationale ; la circulation et la diffusion transnationale de modèles culturels, sociaux et politiques ; l'alignement des politiques éducatives sur les principes de l'obligation de résultats ; et la façon dont la sociologie de l'éducation en rend compte de manière compréhensive et critique.

La construction européenne de l'éducation et son articulation à la politique de formation tout au long de la vie. Comment la sociologie de l'éducation accompagne la déscolarisation des enjeux éducatifs de plus en plus articulés à des problématiques de formation professionnelle et d'emploi, d'exclusion et d'intégration sociale ? Quel cadre sociologique permet de rendre compte des processus d'apprentissage tout au long de la vie ? Comment les sociologues parviennent-ils à éclairer les fondements et les développements du projet de modernisation de l'école porté par les institutions européennes ?

La place de la sociologie de l'éducation après l'État-providence et sa contribution à la reformulation d'un idéal de justice. Après s'être intéressés à la question des inégalités, les sociologues ont largement investi le domaine de la reconnaissance des différences. Comment leurs analyses s'accordent-elles avec l'émergence d'un État post-providence, soucieux de différencier et de distribuer ces prestations éducatives selon des mécanismes de responsabilisation individuelle, et de centration des programmes éducatifs sur des individus à risque ? Comment la sociologie repense-t-elle le projet d'égalité des chances et l'intégration des services éducatifs dans des politiques d'inclusion sociale, le Nouveau Management Public, l'extension des logiques de marchandisation et de privatisation de l'éducation publique ? Quels sont en ce domaine les nouveaux acteurs et interlocuteurs de l'État, ou les nouvelles modalités d'action et de revendication sociales et politiques ?

Références

- Ball S., (2008). *The Education Debate*. Bristol : The Policy Press.
- Baudelot C., Establet E. (2009) *L'élitisme républicain. L'école française à l'heure des comparaisons internationales*. Paris : Seuil.
- Ben-Ayed C. (2009) *Le nouvel ordre éducatif local. Mixité, disparités, luttes locales*. Paris : PUF.
- Bezès P., (2009), *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française*. Paris : PUF.
- Boltanski L., (2010), *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*. Paris : Gallimard.
- Bruno I., (2008) À vos marques®, prêts... cherchez ! : la stratégie européenne de Lisbonne, vers un marché de la recherche, Bellecombe-en-Bauges, Éd. du Croquant.
- Callon, M., Lascoumes, P. & Barthe, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*. Paris : Seuil.
- Dale R., (1999) Specifying globalizing effects on a national policy in *Journal of Education Policy*, 14, 1, pp. 1-17.
- Dumoulin L., Labranche S., Robert C., Warin P., (2005), *Le recours aux experts. Raisons et usages politiques*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Derouet J-L., (1992). *École et justice. De l'égalité des chances aux compromis locaux ?* Paris : Métailié.
- Derouet J.-L., (2003). (dir.). *Le collège unique en questions*. Paris : PUF.
- Derouet, J-L. & Derouet-Besson M.-C. (2009). *Repenser la justice dans l'éducation et la formation*. Berne : Peter Lang/INRP.
- Dubet, F. (2002). *Le déclin de l'institution*. Paris : Seuil.
- Dutercq Y. (2008) coord. *Former des élites dans un monde incertain*, Education & Sociétés n° 21.
- Duru-Bellat, M. (2002). *Les inégalités sociales à l'école. Genèse et mythes*. Paris : PUF.
- Georgakakis Didier et de Lasalle Marine (2007) La "nouvelle gouvernance européenne". Genèses et usages politiques d'un livre blanc, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg.
- Ihl O., Kaluszynski M., Pollet G., (dir.) (2003) *Les sciences de gouvernement*. Paris : Economica.
- .Lahire B., (dir.) (1999) Le travail sociologique de Pierre Bourdieu : dettes et critiques, Éd. la Découverte.
- Lauder H., Brown P., Dillabough J.A., Halsey A.H., (eds.) (2006) *Education, globalization and social change*. Oxford : Oxford TextBooks.
- Lawn M., Novoa A., (2005) *L'Europe réinventée. Regards critiques sur l'espace européen de l'éducation*, Paris : L'Harmattan.
- Maroy C., (2006) *École, régulation et marché : une comparaison de six espaces scolaires locaux en Europe*, Paris : PUF.
- Meuret D., (2007). *Gouverner l'école : une comparaison France/États-Unis*. Paris : PUF.
- Millet, M. & Thin D. (2005). *Ruptures scolaires : l'école à l'épreuve de la question sociale*. Paris : PUF.
- Osborn, M., Broadfoot, P., McNess, E., Ravn, R., Planel, C. & Triggs, P. with Cousin, O. & Winther-Jensen T. (2003). *A World a difference ? Comparing Learners across Europe*. Buntingham : Open University Press/McGraw-Hill Education.
- Phillips D., Ochs K., (2003), Processes of policy borrowing in education : some explanatory and methodological devices in *Compare*, 39,4, pp. 451-461
- Phillips D., Ochs K., (2004), Researching policy borrowing : some methodological challenges in comparative education in *British Educational Research Journal*, 30,6, pp. 773-784.
- Pierru F., (2007), Hippocrate malade de ses réformes, Bellecombess-en-Beauge, Ed. Du Croquant
- Poupeau F. (2003) Une sociologie d'État : l'école et ses experts en France, Raisons d'agir éditions.
- Robert Cécile (2008), "Expertise et action publique" in Borraz Olivier et Guiraudon Virginie (dir.) Politiques publiques. 1. La France dans la gouvernance européenne, Paris, Presses de Sciences-Po.
- Van Zanten, A. (2000). *L'école : l'état des savoirs*. Paris : La Découverte.

Comité scientifique

Roger Dale Université de Bristol, Coordinateur scientifique du réseau NESSE
Jean-Louis Derouet UMR Éducation & Politiques, INRP, Réseau NESSE
Romuald Normand UMR Éducation & Politiques, INRP, Réseau NESSE
Thomas Popkewitz Université de Wisconsin Madison
Bruno Suchaut IREDU, Université de Bourgogne
Ronald Sultana Université de Malte, Réseau NESSE
Yves Winkin École Normale Supérieure
Jean-Claude Zancarini UMR TRIANGLE

Comité d'organisation

Paul Assunção Service de l'Administration de la Recherche, INRP
Ève Albonico UMR Éducation & Politiques, INRP
Jean Louis Derouet UMR Éducation & Politiques, INRP
Marie Claude Derouet Besson UMR Éducation & Politiques, INRP
Romuald Normand UMR Éducation & Politiques, INRP
Claudie Rouquet UMR Éducation & Politiques, INRP
Guillaume Roussel UMR Éducation & Politiques, INRP
Hervé Tugaut Service des relations et de l'action internationale, INRP

La sociologie de l'éducation et les recompositions de l'État à l'heure de la globalisation et de la construction européenne

Lundi 22 novembre 2010

8h30 – Accueil

9h00 – Introduction Représentants des Ministres ; Jacques Moret, Directeur de l'INRP

9h30 – Présentation générale Jean-Louis Derouet (INRP)

Première séance : Sociologie de l'éducation, sciences de gouvernement et recompositions de l'État

Président (à déterminer)

10h00 - Jean-Michel Chapoulie, Université de Paris I

Un regard rétrospectif sur un demi-siècle d'enquêtes empiriques dans la sociologie française

10h30 - François Dubet, Centre d'Analyse et d'Intervention Sociologique, EHESS

Sociologie de l'éducation comparée

11h00 - Susan Robertson, Université de Bristol

Le renouveau du cadre sociologique dans une économie de la connaissance

11h30 – Débat

12h15 – Déjeuner

Après-midi (deux sessions en parallèle)

Session 1.	Session 2.
<p>14h00 - Le gouvernement de l'éducation après l'État providence.</p> <p>Président Philippe Meirieu Vice-Président à la formation (Région Rhône-Alpes)</p>	<p>14h00 - La sociologie de l'éducation et les nouvelles sciences de l'État</p> <p>Président (à déterminer)</p>
<p>14h15 - Sally Power, School of Social Sciences, Université de Cardiff <i>La social inclusion après l'État-providence : un nouveau modèle de justice ?</i></p> <p>14h45 - Helen Gunter, Université de Manchester, <i>Le school leadership : les recompositions managériales de l'organisation scolaire</i></p> <p>15h15 - Agnès van Zanten, Observatoire du Changement Social. <i>L'administration scolaire face au Nouveau Management Public : nouveaux enjeux</i></p> <p>15h45 - Frédéric Pierru, IRISES, Université Paris-Dauphine <i>Les transformations du gouvernement de la santé publique : vers une nouvelle solidarité ?</i></p> <p>16h15-17h00 - Débat</p>	<p>14h15 – Denis Meuret, IREDU <i>Les effets de l'accountability sur les politiques d'éducation aux Etats-Unis</i></p> <p>14h45 - Luís Miguel Carvalho, Université de Lisbonne, <i>Intérêt et limites des comparaisons internationales de résultats</i></p> <p>15h15 – Jean-Claude Emin, DEP <i>Réflexions sur le rôle de la Direction de l'Évaluation et de la Prospective en France</i></p> <p>15h45 - Francis Kramarz, Centre de recherche en économie et statistique, INSEE <i>Les nouvelles formes d'expérimentalisme comme sciences de gouvernement</i></p> <p>16h15 - Isabelle Bruno, CERAPS, Université de Lille <i>La stratégie de Lisbonne, le Processus de Bologne et la souveraineté étatique dans le domaine de l'éducation.</i></p> <p>16h45-17h30 - Débat</p>

Mardi 23 novembre 2010

9h00 - Accueil

9h30 – Deuxième séance : Éducation, Globalisation et perspectives européennes

Président Jan Truszczyński, Directeur général Éducation et Culture de la Communauté Européenne

9h45 - Thomas Popkewitz, Université du Wisconsin-Madison,

La sociologie de l'éducation et perspective historique : la reconnaissance de la différence et sa fabrication

10h15 - Jenny Ozga, Université d'Edimbourg

Les réformes néolibérales et la production des connaissances scientifiques dans le monde

10h45 - Roger Dale, Université de Bristol

La sociologie de l'éducation et le projet européen de modernisation de l'école

11h15 – Débat

Après-midi (deux sessions en parallèle)

<p>14h00 L'espace éducatif européen : le rôle des acteurs</p> <p>Président Jean-Richard Cytermann Inspecteur général, Directeur adjoint à la Direction Générale de la Recherche et de l'Innovation (DGRI)</p>	<p>14h00 Expertise et nouvelles formes de production des connaissances</p> <p>Président Alain Mingat (IREDU)</p>
<p>14h15 - Éric Verdier, LEST, Université de Provence, <i>Les nouvelles conventions de la formation tout au long de la vie</i></p> <p>14h45 - John Holford, University of Surrey <i>Globalisation, citoyenneté et nouvelles formes de gouvernance</i></p> <p>15h15 - Sarah Croché, Fonds National de la Recherche Scientifique (Belgique) <i>L'enseignement supérieur européen et le processus de Bologne</i></p> <p>15h45 - Marine Delasalle, IEP Strasbourg <i>La nouvelle gouvernance européenne et ses acteurs</i></p> <p>16h15-17h00 - Débat</p>	<p>14h15 - Martin Lawn, Université d'Edimbourg <i>Une analyse sociologique de la construction de l'espace européen de l'éducation</i></p> <p>14h45 - Antonio Nóvoa, Université de Lisbonne, <i>Le comparatisme en éducation : modèle sociologique ou modèle de gouvernance ?</i></p> <p>15h15 - Romuald Normand, UMR Éducation & Politiques <i>Expertise, réseaux et instruments de mesure : la fabrication d'une politique européenne de l'éducation</i></p> <p>15h45 - Cécile Robert, IEP, Université Lyon2, <i>La place de l'expertise dans la construction européenne des politiques publiques</i></p> <p>16h15-17h00 - Débat</p>